CAMPAGNE DES LABOURS-SEMAILLES À TIARET

Sous le signe des nouvelles mesures d'allègement

Considérée comme wilaya céréalière par excellence, Tiaret a pris une avance sensible en matière de lancement de la campagne des labours-semailles en amorçant l'opération depuis le début du mois d'août dernier, et ce à la lumière des directives données par la tutelle, ponctuées par une série de réunions tenues à l'échelle locale sous la présidence du chef de l'exécutif, nous fait-on savoir.

Tout en coïncidant avec des précipitations qui ne peuvent être que prometteuses en matière de rendement, cette campagne intervient au moment de la mise en œuvre de tout un arsenal de mesures d'allégement et de facilités — réconfortantes à souhait — dans l'acquisition de semences par les agriculteurs, déjà secoués l'an dernier par une sécheresse des plus pesante, classant la région parmi les zones sinistrées. Ainsi, compte tenu de l'importance de la filière céréales dans le volet sécurité alimentaire, il a été convenu, entre autres, que l'enlèvement de la semence auprès de la Coopérative de céréales et des légumes secs (CCLS) se fasse sur une simple demande manuscrite formulée par l'acquéreur, accompagnée d'un engagement légalisé au niveau de l'APC en plus d'une souscription aux assurances contre incendie et grêle avec 40% de réduction du prix, chose qui permet au fellah d'avoir les intrants agricoles avec un crédit bonifié de l'ordre de 0%. Selon Mouissi Abdelkader, directeur des services agricoles de la wilaya, ce dossier doit être déposé au guichet unique ouvert au niveau de la CCLS, où sont également représentées la Badr et la CRMA.

Le même responsable devait nous indiquer, en ce sens, que cette forme d'acquisition des semences concerne aussi les agriculteurs endettés depuis l'année écoulée et qui en raison du sinistre n'ont pu effectuer les remboursements attendus. L'on saura dans la même optique que dans le but d'éviter les mauvaises surprises de rupture pour la couverture de la campagne des labours-semailles, les services concernés ont assuré la disponibilité des stocks de céréales à travers les CCLS, à même de prévoir des plans de transfert en cas d'éventuels besoins.

A ce titre précisément, il convient de souligner que jusque-là, une quantité de 3 000 q de céréales a été déjà enlevée par les agriculteurs.

Il s'agit, en fait, de la première année où l'acquisition se fait avant le mois de novembre, ce qui n'a pas été sans laisser régner un optimisme certain parmi les fellahs de la région, d'autant plus que la pluviométrie que connaît la région est venue se mettre de la partie. A noter, enfin, que l'objectif ciblé au titre de la campagne labours-semailles pour cette année est de l'ordre de 320 000 ha, toutes céréales confondues, représentant un taux d'emblavement de l'ordre de 10% de la superficie nationale.

Mourad Benameur

CENTRE UNIVERSITAIRE D'EL-TARF

Revendications des étudiants et mutisme de la direction

Le directeur du centre universitaire de la wilaya d'El-Tarf est dans le collimateur des six organisations estudiantines existantes au niveau dudit centre, à savoir l'UNJA, l'UGEL, le SNE, l'UGEA, l'AREN et l'ONEA.

En effet, leurs représentants n'y vont pas avec le dos de la cuillère pour fustiger l'état déplorable et la gestion chaotique de cette structure universitaire sur les deux plans pédagogique et social. C'est ce qui ressort du communiqué de revendications, daté du 25 octobre et adressé au ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et à l'ensemble des autorités locales et sécuritaires, dont nous détenons une copie.

Dans le communiqué en question, les six organisations revendiquent entre autres pour le côté pédagogique «la mise à disposition des étudiants de la bibliothèque centrale construite depuis belle lurette et non encore fonctionnelle, d'une salle équipée de photocopieuses pour les tirages de polycopies, la dotation du centre d'une clinique vétérinaire spécialisée, de laboratoires, d'une salle de projection pour films et diapositives, d'une pépinière expérimentale ainsi que d'étables pour ovins et bovins», et dénoncent par ailleurs «les absences répétitives du directeur et leur corollaire la perte de crédibilité des différents services».

Concernant le plan social, les griefs formulés à l'encontre de la direction ont trait principalement à «l'absence totale de sécurité au sein du centre, la prolifération des chiens errants, l'absence d'hygiène, et d'un restaurant central, l'inexistence d'un dialogue serein entre les représentants des étudiants et la direction, et de structures sanitaires et de services».

Dans le même sens, ces organisations interpellent instamment le ministre pour l'envoi d'une commission d'enquête afin de faire la lumière sur la gestion du centre universitaire.

Cependant, nos multiples et répétitives démarches et tentatives de contacter le directeur du centre ont échoué, et comme de coutume, c'est le sempiternel refrain débité par la secrétaire, à savoir que le directeur est en réunion.

Par ailleurs, il est judicieux de noter que «les représentants des étudiants ont accordé un ultimatum à la direction pour la satisfaction de l'ensemble des revendications. Le cas échéant, le mouvement de protestation prendra d'autres formes pour devenir plus radical», ont affirmé les chefs de file des différentes organisations estudiantines.

Reste que ce bras de fer n'augure rien de bon. Après la nomination d'un nouveau directeur, beaucoup d'enseignants et de cadres ont cru béatement à une nouvelle ère et un nouvel essor pour cette structure qui aurait pu devenir un pôle d'excellence ; malheureusement, la réalité est tout autre. L'accumulation des échecs est un fait patent.

Daoud Allam

SOUK-AHRAS

Le projet du centre d'enfouissement encore dans les limbes

L'implantation aveugle de décharges sauvages dans la périphérie immédiate du chef-lieu de la wilaya de Souk-Ahras, sans aucune étude d'impact, constitue un danger imminent sur la santé des citoyens. Et le cas de la décharge publique située à la cité Baral-Salah au chef-lieu de wilaya est édifiant.

Ce site reçoit, d'après les estimations des services concernés, 60 à 70 tonnes de déchets chaque jour dégageant d'épais écrans de fumée, vecteurs de maladies respiratoires. A ce titre et durant ce premier trimestre de cette année, un groupe d'élèves d'une école fondamentale située à quelques encablures de cette décharge souffrant de complications respiratoires ont été hospitalisés pendant plusieurs jours. Néanmoins, force est de reconnaître que cette décharge publique ne fonctionne pas conformément aux normes de préservation de l'environnement et de la santé du citoyen en l'absence d'enfouissement des déchets ménagers et d'un système de drainage des eaux et d'évacuation des mauvaises odeurs. Aujourd'hui, cette décharge n'est plus en mesure de contenir les tonnes de déchets déversés chaque jour par la commune de Souk-Ahras ce qui incommode par les mauvaises odeurs l'ensemble des agglomérations avoisinant le site telles que Hama Loulou, Champ-de- tir, Diar Zargua.

D'ailleurs, la sonnette d'alarme a été tirée par plusieurs habitants de la cité Hama Loulo. L'amoncellement des immondices et l'incinération de ces déchets constituent un véritable casse-tête chinois pour tout le monde. Mais la solution la plus efficace n'est autre que la fermeture de cette décharge et la réalisation d'un vrai centre d'enfouissement. Le projet existe bel et bien ; il a été lancé en 2001 dans le cadre du programme de la relance économique pour un coût estimé à 24 milliards de centimes. Le site où devait être érigé le CET a été dégagé dans les temps, l'étude finalisée et le projet en question confié à la DAL depuis 2003.

Malheureusement, le projet est à l'arrêt depuis quatre années.

Barour Yacine

MARCHÉ DES FRUITS ET LÉGUMES À ADRAR

Une situation déplorable

Faire un tour au marché des fruits et légumes d'Adrar n'est guère rassurant. Les prix sont en hausse, et ceux de la pomme de terre grimpent tels ceux du baril de pétrole et ne sont pas près de redescendre.

La tomate, et ce quand on la trouve, n'est pas mieux lotie et les autres légumes complètement ramollis à cause d'une trop forte exposition au soleil vous lorgnent du coin de l'?il car ils savent pertinemment que vous n'allez pas hésiter un seul instant à les emballer dans un sac en plastique. Ils sont cédés entre 50 et 60 DA le kilo. Seul l'oignon, à l'allure encore chevaleresque, semble tenir bon (25 DA). C'est à perdre son latin.

Lorsque vous décidez de faire vos courses, vous devez impérativement vous armer de patience, se garer demande une véritable acrobatie. A l'entrée du marché, où s'entassent pèle-mêle des vendeurs, s'érige une benne à ordures qui occupe une grande surface. A côté, jonchent les détritus inondés qui côtoient désagréablement des paniers pleins de légumes vendus à la criée par une flopée de gamins et d'adultes. Une véritable avanie !

C'est la cohue et le désordre généralisé. N'importe qui vend n'importe quoi. Et dire que des sommes faramineuses ont été déboursées gracieusement à des bénéficiaires de prêts bancaires pour la mise en valeur des terre agricoles. Le comble ! Nous dépendons et sommes éternellement tributaires des camions du Nord (Mascara, Tiaret...)

L'hiver est à nos portes, et quand il pleut là-bas, ici, la crainte s'installe, surtout que l'axe routier (la nationale 6) n'est pas toujours fiable et les dernières pluies qui se sont abattues sur la wilaya de Naâma ont engendré des retards dans la livraison (route coupée).

Quatre longs jours qui nous paraissaient interminables, pourtant, ces «investisseurs» ont mis en place des serres et exploité des surfaces agricoles, mais les résultats et le rendement escomptés et attendus sont en deçà des espérances. Cependant, tous les ingrédients pour obtenir une bonne récolte étaient réunis.

Revenons à notre marché. Il reste beaucoup de choses à faire. Même les trottoirs mitoyens sont squattés et la rôtisserie qui tourne à plein régime est l'une des causes d'une pollution alimentaire et de salissure. Contempler de beaux légumes et fruits n'est pas encore à notre portée. Le savoir-faire fait défaut. Quelques tentatives timorées sont prises de temps en temps mais demeurent insuffisantes.

El Hachemi S.

KHENCHELA

Formation des cadres communaux à la gestion des déchets ménagers

Des cycles de formation aux techniques de gestion des déchets solides domestiques, des décharges contrôlées et des centres d'enfouissement technique ont débuté samedi à l'Institut national des formations environnementales d'Alger au profit des cadres des communes de la wilaya de Khenchela, a indiqué le directeur de l'environnement de cette wilaya. Des cours théoriques et pratiques sur les modes de gestion des ordures domestiques, de protection de l'environnement et de prévention des pollutions et des maladies contagieuses seront dispensés pendant une semaine aux secrétaires généraux, aux responsables des parcs techniques, aux chefs des services municipaux d'hygiène et aux membres des Assemblées locales élues, a ajouté ce cadre. Le premier cycle de ces formations, qui s'étale du 25 au 29 octobre, concerne les cadres des communes de Kaïs, Khenchela et El-Hamma, alors que le second cycle sera organisé au cours de la première semaine du mois de novembre prochain et profitera aux cadres des communes de Babar, Bouhmama, Ouled Archach et Aïn-Touila.

D'autres cycles de formation sont aussi prévus au profit des communes de faible densité urbaine de cette wilaya, a noté le directeur de l'environnement. Les parcs techniques des communes de la wilaya de Khenchela ont été renforcés au cours du mois d'avril dernier par d'importants lots d'équipements de collecte et transport des déchets solides domestiques parallèlement à la création de plusieurs décharges publiques contrôlées.

APS